



Berlin intensifie l'agitation contre la Turquie

Par [Johannes Stern](#)

Mondialisation.ca, 26 août 2017

[wsws.org](#) 25 août 2017

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Les relations de politique étrangère entre Berlin et Ankara se sont encore dégradées au milieu de dénonciations hystériques du gouvernement turc par des politiciens allemands.

Mardi, le ministre des Affaires étrangères de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) Roderich Kiesewetter a mis en cause l'adhésion de la Turquie à l'OTAN et a appelé à des sanctions contre le président turc Recep Tayyip Erdogan et sa famille. « Par exemple, je vois le levier que nous pouvons utiliser pour geler les ressources étrangères du clan Erdogan », a déclaré Kiesewetter à la société de diffusion Berlin-Brandenburg. « De plus, nous gelons les atouts étrangers des oligarques russes, mais ne faisons rien en ce qui concerne la Turquie ».

Le chef du groupe parlementaire du Parti social-démocrate (SPD) Thomas Oppermann est allé encore plus loin dans le *Passauer Neuen Presse* lundi. Il a accusé Erdogan de la destruction de la démocratie et de l'état de droit en Turquie et a menacé : « Si l'on employait ses méthodes politiques en Allemagne, il ne serait pas à la tête du gouvernement mais en prison. »

Le ministre des affaires étrangères Sigmar Gabriel et le ministre de la justice Heiko Maas (tous deux du SPD) ont publié une tribune libre mardi dans le Spiegel Online sous le titre : « Il n'y a pas de place pour la bataille culturelle d'Erdogan en Allemagne » Dans cet article, ils parlent « d'une menace massive pour notre État démocratique libre » que représente Erdogan et plaident pour un contrôle plus fort des clubs et mosquées turques en Allemagne.

Plus tôt, Gabriel avait traité l'appel du président turc aux électeurs turcs en Allemagne à ne pas voter pour le SPD, la CDU ou les Verts, « d'intervention dans la souveraineté » de l'Allemagne et a personnellement accusé Erdogan d'avoir prétendument agressé sa femme. « Certains se sentent naturellement motivés à propos de la façon dont Erdogan fait cela et tentent de harceler ma femme ».

Le Parti de gauche est encore plus agressif. Son porte-parole pour les relations internationales, Sevim Dagdelen, a déclaré : « Le gouvernement fédéral doit prendre l'initiative d'exclure la Turquie de la Convention d'Interpol. Erdogan viole sciemment la Convention d'Interpol et abuse d'Interpol pour pouvoir poursuivre ses adversaires politiques à l'étranger. » En général, « le gouvernement devrait adopter des lignes claires envers Erdogan. Toute autre apaisement et retenue ne fait que mettre en danger la sécurité des citoyens allemands. »

Qui Gabriel, Dagdelen et Compagnie veulent-ils impressionner avec leur agitation hystérique contre la Turquie ? De toute évidence, le gouvernement conservateur d'Erdogan agit arbitrairement contre les opposants et les journalistes et met en place un régime

autoritaire en Turquie. Mais en Allemagne, ce n'est pas le président turc qui attaque l'État « libre démocratique », mais le gouvernement allemand lui-même. Le gouvernement allemand n'a pas non plus de scrupules lorsqu'il s'agit de censurer Internet, d'abroger les droits fondamentaux et d'utiliser une violence brutale contre les journalistes et les manifestants. Cela a été récemment démontré par le sommet du G20 à Hambourg.

La critique du gouvernement allemand sur l'arrestation de l'écrivain Dogan Akhanli par Interpol en Espagne à la suite d'un mandat d'arrêt turc est également particulièrement hypocrite. Le gouvernement allemand est allé beaucoup plus loin par le passé. En juin 2015, il a arrêté le journaliste international Ahmed Mansour à l'aéroport de Berlin-Tegel. Mansour n'avait pas violé le droit allemand, européen ou international, pourtant il avait été recherché par Interpol. La seule chose retenue contre lui était un mandat d'arrêt de la dictature militaire sanglante en Égypte, avec laquelle Berlin travaille intimement.

La campagne agressive contre la Turquie n'a rien à voir avec la défense des droits de l'Homme en Turquie, ni avec leur défense en Allemagne, mais vise à réaliser les objectifs de la politique étrangère de l'élite dirigeante allemande. Même avant le coup d'État turc manqué de la mi-juillet 2016 – qui jouissait du soutien silencieux de sections des milieux dirigeants aux États-Unis et en Allemagne – Berlin avait systématiquement sapé les relations avec la Turquie. En juin 2016, le Bundestag (parlement fédéral) a adopté une [résolution](#) décrivant le meurtre en masse de jusqu'à 1,5 million d'Arméniens dans l'Empire ottoman comme un génocide. À l'époque, Erdogan a mis en garde contre les « dommages aux relations diplomatiques, économiques, politiques et militaires entre les deux pays ».

Depuis lors, le gouvernement allemand a encore renforcé le conflit avec Ankara. Avant le référendum constitutionnel turc en avril, les autorités allemandes ont imposé une interdiction aux membres du gouvernement turc de se rendre dans les réunions de plusieurs villes allemandes et ont ouvertement soutenu l'opposition turque. En juin, le Bundestag a décidé à une large majorité le transfert des unités de la Bundeswehr (Forces armées) de la base de la force aérienne d'Incirlik en Turquie à la base aérienne Muwaffaq Salti en Jordanie, après qu'Ankara a interdit à plusieurs reprises des députés du Bundestag de rendre visite aux soldats allemands stationnés à Incirlik.

Il y a environ un mois, le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, a annoncé que la politique à l'égard de la Turquie prendrait une nouvelle direction. « Cela ne peut plus continuer comme ça » a déclaré le social-démocrate. Nous ne pouvons pas continuer comme auparavant », a déclaré le social-démocrate, mettant en cause, entre autres, l'aide de pré-adhésion de l'UE à la Turquie et les négociations sur l'extension de l'union douanière. « Nous devons maintenant examiner comment nous adaptons notre politique à la Turquie en vue de la situation aggravée », a-t-il déclaré.

Quatre semaines avant l'élection du Bundestag prévue en septembre, tous les partis de l'*establishment* agitent contre la Turquie majoritairement musulmane pour diviser la classe ouvrière et faire appel aux couches sociales de droites. De manière significative, certains des agitateurs les plus infâmes viennent des rangs du SPD, du Parti de gauche et des Verts. Gabriel, Dagdelen et compagnie réagissent à la crise fondamentale du capitalisme et à la résistance croissante à l'exploitation et à la guerre par l'appel à un État fort.

De plus, derrière l'affrontement politique avec Ankara, il y a des conflits militaires et géopolitiques. En tant qu'élément de l'offensive de l'impérialisme allemand au Moyen-Orient, la Bundeswehr a armé et formé des unités de Peshmerga – les forces armées de la

Région autonome du Kurdistan (ARK) – dans le nord de l'Irak depuis l'été 2014. L'ARK a annoncé un référendum sur l'indépendance pour le 25 septembre 2017, ce qui a été fortement critiqué par le gouvernement turc. Ankara veut empêcher l'émergence d'un État kurde indépendant en toutes circonstances, critique le soutien occidental des Kurdes et menace d'une nouvelle opération militaire en Syrie et en Irak.

L'impérialisme allemand craint non seulement une attaque turque contre ses alliés kurdes, mais considère aussi la nouvelle orientation d'Ankara vers la Russie et la Chine comme une menace pour ses propres intérêts économiques et géostratégiques dans la région.

Selon un article récent publié par l'Académie fédérale de la politique de sécurité, intitulé « La Turquie peut-elle jouer la carte de Shanghai ? », les « cloches d'alarme devraient sonner face à la campagne de charme lancée par la Turquie envers l'OCS [Organisation de coopération de Shanghai]. La Turquie a encore une valeur stratégique élevée pour les Européens et les Américains pour divers problèmes de politique de sécurité régionale ». Maintenant, « les aspirations turques à une réorientation stratégique pourraient réduire davantage la nécessité de relations positives avec Bruxelles. »

Johannes Stern

Article paru en anglais, WSWWS, le 25 août 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Johannes Stern](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2017

Articles Par : [Johannes Stern](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca